



Le mardi 9 avril

Mobilisons-nous à nouveau

Pour le retrait du projet de loi

Les chiffres du chômage poursuivent leur hausse en février, pour le 22ème mois consécutif. **+ 18.400 chômeurs en 1 mois... au niveau National.**

+ 1.020 chômeurs en 1 mois... en haute Normandie.

François Hollande, hier, a assuré qu'il maintenait son objectif d'inverser la courbe du chômage d'ici à la fin 2013. Inverser cette courbe, « *ce n'est pas un problème de conviction, ce n'est pas simplement une croyance, c'est une volonté* », dit-il.

Pour la CGT, à ce jour, il n'y pas de volonté politique industrielle, pour relancer l'emploi.

Ce qu'il disait du chômage :

Georges Pompidou, en 1973, alors président de la République :
"Je ne vous cache pas, qu'au travers des difficultés du moment, c'est le grand problème qui me préoccupe pour l'avenir".

Ce qu'il disait du chômage :

Valéry Giscard d'Estaing, en 1974, alors président de la République :
"Le gouvernement fera le nécessaire à temps pour vous protéger du chômage. Il en a la volonté et il en a les moyens."

Ce qu'il disait du chômage :

François Mitterrand, en 1993, alors président de la République :
"Depuis plus de douze ans tout a été essayé. Si on fixe la conquête de l'emploi comme objectif prioritaire, on a raison."

Ce qu'il disait du chômage :

Jacques Chirac en 1995, alors candidat à la présidentielle :
"L'emploi est la dignité de l'homme et sa meilleure protection sociale. Prenons garde à ne pas laisser se développer une sorte de culture du non-travail qui nous conduirait tout droit à la décadence."

Ce qu'il disait du chômage :

François Fillon, en 2007, alors Premier ministre :
"Il n'existe (...) pas plus de fatalité du chômage de masse aujourd'hui qu'il n'en existait pour l'inflation hier. Mon gouvernement se fixe ainsi pour objectif un taux de chômage de 5 % à la fin du quinquennat."

Ce qu'il disait du chômage :

Nicolas Sarkozy, en 2010, alors président de la République :
"Dans les semaines et les mois qui viennent, vous verrez reculer le chômage dans notre pays."

Et pourtant le chômage continue d'augmenter...

Pour le 22^{ème} mois consécutif, le nombre de demandeurs d'emploi augmente en France. Ils sont plus de **4 700 000** de catégories A, B et C recensés à Pôle Emploi fin février 2013, soit une augmentation de **9,8 %** sur un an.

Le chômage de masse s'installe durablement en France en continuant à frapper durement les femmes, les jeunes et les seniors.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, seul un changement radical des politiques économiques et sociales permettra d'inverser la tendance. C'est tout le sens des propositions de la CGT pour une politique industrielle ambitieuse, le développement des services publics, la relance de l'activité et la création d'emplois.

C'est l'engagement que doivent porter ensemble, les salariés, les privés d'emploi, les jeunes, les précaires et les retraités, dans la journée d'action, de grève et de manifestation **le 9 avril 2013**, **pour exiger le retrait du projet de loi** qui va être débattu à l'Assemblée nationale.

Adresse aux salarié-e-s adoptée par les délégué-e-s des syndicats CGT au 50e Congrès de la CGT à Toulouse le 22 mars 2013.

Les syndicats de la Confédération Générale du Travail, réunis en congrès à Toulouse, s'adressent à vous. Au quotidien, nos conditions de vie et de travail se dégradent.

En France, en Europe et dans le monde, la crise et ses conséquences sont d'une violence insupportable.

Les politiques d'austérité mises en œuvre par les gouvernements nourrissent la crise et plongent les peuples dans la misère, réduisent les droits sociaux, s'attaquent aux libertés fondamentales, généralisent l'insécurité sociale.

Les travailleur-se-s et les peuples sont mis en concurrence. Ces politiques alimentent le cercle vicieux de la crise et renforcent le désespoir. La désignation de boucs-émissaires alimente les peurs et les replis identitaires. La CGT poursuivra résolument son combat contre le racisme et la xénophobie.

Cette crise n'est pas pour tous : Les actionnaires continuent à engranger le profit et l'argent facile.

La crise, celle du capitalisme, est d'abord le fruit d'une dévalorisation du travail.

L'issue progressiste à la crise exige une autre répartition des richesses, la reconnaissance, la revalorisation du travail.

Le patronat a déclaré la guerre au monde du travail. Il profite de la crise qu'il a provoquée et impose des régressions sans précédent : dégradation des conditions de travail, flexibilité accrue, précarisation de l'emploi, suppressions d'emploi, baisse des rémunérations, répression syndicale...

La CGT condamne avec force toutes les formes de répressions, de discriminations, de remise en cause du droit de grève et de l'exercice du droit syndical.

La CGT réclame l'amnistie de tou-te-s les syndicalistes et des défenseurs des droits injustement condamnés, dans le cadre de leur activité syndicale.

La CGT exprime sa solidarité avec tous les salarié-e-s d'ores et déjà engagé-e-s dans les luttes et appelle l'ensemble du monde du travail à se mobiliser pour le progrès social.

Pour sortir de la crise, exigeons une autre répartition des richesses pour le travail, le plein emploi, l'augmentation des salaires, un système de protection sociale solidaire.

Pour sortir de la crise, imposons le maintien et le développement des activités et de l'emploi industriel, la reconquête des politiques publiques, des services et de l'emploi publics. Pour sortir de la crise, gagnons un statut du travail salarié et une sécurité sociale professionnelle avec un socle de droits attachés à la personne, transférables et garantis collectivement. Pour sortir de la crise, construisons un autre modèle économique, social, humain et écologique.

Ensemble, élevons le rapport de forces pour rompre avec les politiques libérales.

Nous sommes résolu à créer les conditions de l'unité du monde du travail, des femmes comme des hommes, des jeunes comme des retraité-e-s, des ouvrier-ère-s comme des cadres, des salarié(e)s précaires, des migrants, des privés d'emploi.

Pour que ça change vraiment, la CGT est disponible pour construire avec vous, votre syndicat, les mobilisations pour le renforcement des solidarités, un syndicalisme de lutte, de conquête, de transformation et de progrès social.

La CGT réaffirme sa volonté de travailler à un syndicalisme rassemblé pour favoriser les convergences d'actions dans la durée, du niveau local, au plus près des lieux de travail jusqu'à l'international.

Elle décide de faire du 1er mai, journée internationale du travail, une journée de lutte et de manifestations. A l'échelle européenne, la CGT poursuivra la construction du processus de mobilisations en convergence avec tous les salarié-e-s.

Au plan national, la CGT appelle les salarié-e-s à se mobiliser : pour la reconquête de la Sécurité sociale et la garantie de son financement solidaire fondé sur le travail ;

Pour une réforme ambitieuse du système de retraite par répartition, avec un âge d'ouverture des droits dès 60 ans, la prise en compte de la pénibilité, un niveau de pension d'au moins 75 % du salaire, au moment où le gouvernement annonce l'ouverture d'une concertation sur une nouvelle réforme dès la fin de ce printemps.

Dans l'immédiat, il faut empêcher la transposition dans la loi de l'accord minoritaire, faussement nommé « *Sécurisation de l'emploi* », qui dynamite quarante ans de droit du travail en France.

Moins de droits pour les salarié-e-s, plus de liberté de licencier pour les employeurs : c'est non ! Disons le tous ensemble.

Pour que ça change vraiment, dès maintenant, toutes et tous dans l'action, en grève et en manifestations lors d'une journée nationale le mardi 9 avril 2013.

La crise c'est eux. La solution c'est nous. TOUS ENSEMBLE